

RICHARD  
DESCOINGS

# SCIENCES PO

DE LA COURNEUVE À SHANGHAI

Préface de René Rémond



SCIENCES PO  
LES PRESSES

Extrait de la publication

# *Sciences Po*

---

# *Sciences Po*

---

*De La Courneuve à Shanghai*

Richard Descoings

*Préface de*  
René Rémond

Catalogage Électre-bibliographie (avec le concours des Services de documentation de la FNSP)

Sciences Po : de La Courneuve à Shanghai / Richard Descoings – Paris : Presses de Sciences Po, 2007.

ISBN 978-2-7246-0990-5

RAMEAU :

- Institut d'études politiques (Paris) : 1990-....
- Fondation nationale des sciences politiques (France) : 1990-....
- Enseignement supérieur : Réforme : France : 1990-....
- Enseignement supérieur : Recherche : France : 1990-....
- Sciences sociales : Étude et enseignement (supérieur) : France : 1990-....
- Sciences sociales : Recherche : France : 1990-....

DEWEY :

- 378.3 : Enseignement supérieur – Sciences humaines, économiques et juridiques
- 320 : Science politique

Public concerné : public intéressé

La loi de 1957 sur la propriété intellectuelle interdit .expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit (seule la photocopie à usage privé du copiste est autorisée).

Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, du présent ouvrage est interdite sans autorisation de l'éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 3, rue Hautefeuille, 75006 Paris).

*À René Rémond*

*À N., G., A. et M.  
qui se reconnaîtront*

# Table des matières

<i>Remerciements</i>	11
<i>Préface de René Rémond</i>	13
<i>Introduction</i>	17

## I — FONDATION, REFONDATION, MUTATIONS

---

<i>Introduction</i>	25
<i>Chapitre 1 / LA FONDATION DE L'ÉCOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES</i>	27
• Émile Boutmy	27
• La rue Saint-Guillaume	43
• L'École libre après Boutmy	46
<i>Chapitre 2 / LA REFONDATION APRÈS 1945</i>	57
• La nationalisation sans l'étatisation	57
• L'essor de la recherche	68
• La question immobilière	78
• Mai 68 : établir la cogestion ?	86
• La période Gentot : 1979-1986	94
• La période Lancelot : 1986-1996	100
<i>Chapitre 3 / D'UNE GRANDE ÉCOLE À UNE UNIVERSITÉ DE RANG INTERNATIONAL</i>	109
• « L'École » n'est pas une fac !	110
• Sciences Po, une université dans la compétition internationale	113

## II — SCIENCES PO : IDENTITÉ ET MISSIONS

---

<i>Introduction</i>	133
<i>Chapitre 4 / LA LIBERTÉ POUR PROJET ÉDUCATIF</i>	135
• Une culture de l'international	140

• La maîtrise des fondamentaux par l'étude des sciences humaines et sociales	155
• Apprendre à apprendre : une méthode de travail	175
• Les ponts entre la formation et la vie professionnelle	179
• Attitudes intellectuelles	185
• La formation tout au long de la vie est devenue une réalité	195
<i>Chapitre 5 / LA SCIENCE À SCIENCES PO</i>	201
• Les atouts d'une politique scientifique déterminée	203
• Pourquoi est-il pourtant si difficile d'affermir la place de la recherche en sciences humaines et sociales ?	221
• Sauver la recherche en sciences humaines et sociales par l'évaluation	233
• Les Presses de Sciences Po	240
<i>Chapitre 6 / LA BIBLIOTHÈQUE</i>	249
• Une activité documentaire consubstantielle à l'enseignement et à la recherche	251
• L'importance des moyens	267
• Le rôle de la bibliothèque	274
• Les difficultés	278
• Évolutions et perspectives	288

### III — LES COMBATS DE L'UNIVERSITÉ

---

<i>Introduction</i>	299
<i>Chapitre 7 / EXASPÉRANTE AUTONOMIE</i>	303
• « Descente ministérielle »	303
• Les indignités de la vieille dame	307
• Qu'entendez-vous au juste par autonomie ?	311
• Petite histoire de la soumission des universités au pouvoir central	314
• Qui veut vraiment de l'autonomie des universités ?	318
• Quelles solutions ?	341
• La loi Goulard	346

<i>Chapitre 8</i> / <b>LE MODÈLE RÉPUBLICAIN A BON DOS</b>	351
• Quatre constats douloureux et explosifs	352
• Alors que faire ?	359
• Les conventions « Éducation prioritaire »	367
• La mobilisation générale pour l'égalité des chances	383
<i>Chapitre 9</i> / <b>LES DROITS DE SCOLARITÉ : SCANDALE OU TABOU ?</b>	389
• Démocratisation	390
• Paupérisation des universités	394
• Quelles justifications pour une augmentation des droits de scolarité ?	396
• Le système expérimenté à Sciences Po	405
<i>Chapitre 10</i> / <b>CONDUIRE LE CHANGEMENT : SUCCÈS ET ÉCHECS</b>	415
• Don't work : dream !	415
• Les années d'apprentissage	416
• Passer à l'action	421
• Construire une légitimité	429
• Combats gagnés, combats perdus	436
• Les risques	449
• Les forces	457
<i>Épilogue</i> / <b>RÊVONS : L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET LA RECHERCHE DEVIENNENT UNE PRIORITÉ NATIONALE</b>	473
• Il n'y aura pas de grand soir	475
• Petits axiomes de base	475
• En finir avec les fantasmes	481
• Trois sujets à déverrouiller simultanément	491
• Et les moyens ?	499



# Remerciements

À René Rémond qui a corrigé crayon noir à la main et commenté à l'encre bleue le texte qu'il m'a fait l'amitié de préfacer.

À Alain Lancelot sans qui ce livre n'existerait pas parce que je n'aurais pas été directeur de Sciences Po.

À Michel Gardette qui a lu et relu, corrigé et amendé les versions fragmentées de ce livre avec ce mélange d'intelligence subtile, de rigueur implacable et de douce fermeté qui en font le meilleur des collaborateurs. Il a tenu la plume pour le chapitre consacré à la bibliothèque.

À Michel Pébereau, François Rachline, Ghassan Salamé qui m'ont prodigué leurs conseils sur la première partie de l'ouvrage dont le contenu aurait été bien fade sans le témoignage de Serge Hurtig et les documents qu'il a mis à ma disposition.

À Laurent Bigorgne qui a mis à jour ma connaissance des formations et Gérard Grunberg qui a tenté de tempérer mes ardeurs sur la politique scientifique.

À Francis Vérillaud, le visionnaire.

À Marie-Geneviève Vandesande qui a bataillé avec courage pour faire prévaloir le savoir-faire de l'éditeur sur les atermoiements de l'auteur.

À Fabien Crespin qui n'a pas craqué face à la réécriture permanente des derniers mois.

Et à ma femme, fidèle lectrice, qui a mis toute sa fougue dans le refus de la flagornerie et a accepté que je consacre week-ends et vacances de deux années à ces travaux d'écriture.

Qu'ils trouvent ici l'expression d'une reconnaissance qui n'a rien de convenu.

# Préface

René RÉMOND

---

S'il est un sujet que tous aujourd'hui s'accordent à tenir comme essentiel pour l'avenir de notre pays, c'est bien celui de l'éducation et singulièrement de l'enseignement supérieur : notre place dans la compétition mondiale en dépend. C'est aussi l'un de ceux qui suscitent les controverses les plus passionnées et où toute tentative d'innovation rencontre les plus vives résistances. Sciences Po en a fait la double expérience. En particulier, la réforme des conditions d'admission qui visait à permettre aux élèves de lycées situés dans des zones d'éducation prioritaire d'entrer à l'Institut d'études politiques, selon des critères qui n'impliquaient aucun abaissement des exigences proprement intellectuelles mais portaient du postulat qu'il peut y avoir d'autres moyens que les plus traditionnels pour discerner les aptitudes d'un adolescent à poursuivre des études supérieures, a projeté pendant des années l'établissement de la rue Saint-Guillaume au cœur des débats d'idées et des batailles politiques. Cette agitation a fait de Richard Descoings, directeur de l'Institut d'études politiques de Paris et administrateur de la Fondation nationale des sciences politiques, probablement le chef d'établissement universitaire le plus médiatisé et le plus médiatique. Certains se sont même imaginé que nous n'avions entrepris cette réforme que pour faire parler de Sciences Po en nous prêtant une intention exclusivement publicitaire. Ne lisais-je pas, ces jours-ci, dans un petit livre par ailleurs plein de qualités, *L'École en France du XIX<sup>e</sup> siècle à nos jours*<sup>1</sup>, une référence à nos conventions « Éducation prioritaire » assortie du commentaire suivant : « on peut se demander si l'École n'a pas ainsi trouvé le moyen de se faire de la publicité à peu de frais et de faire oublier, par ce subit affichage d'une conscience sociale, que

1. De Pierre Albertini, Paris, Hachette, coll. « Carré histoire », 2006 [3<sup>e</sup> édition revue et augmentée].

ses autres recrutements restent très classiquement bourgeois ». Et l'auteur d'ajouter une insinuation qui n'a plus rien à voir avec l'objectivité de l'historien : « d'une façon générale, l'attention accordée par les médias aux réformes de Sciences Po masque trop souvent les responsabilités de cette école dans le mal français ». Quand se décidera-t-on à fonder l'appréciation d'une réforme sur le fond et non sur des procès d'intention ? Il est temps de récuser catégoriquement cette fable, comme si nous n'avions eu en concevant et en mettant en œuvre cette réforme d'autres motifs que d'occulter je ne sais quelles lourdes responsabilités que Sciences Po aurait dans le mal français. Confessons-le : nous n'avions pas prévu l'ampleur des réactions de toutes parts. Si nous l'avions pressentie, nous serions-nous engagés dans une telle aventure ? Je veux croire que oui.

Toujours est-il que Sciences Po a entrepris ces dernières années toutes sortes de réformes qui ont profondément remanié le cursus des études, agrandi l'ouverture sur l'Europe et le monde qui avait toujours été une caractéristique de Sciences Po, tissé un réseau de relations universitaires à l'échelle de la planète, stimulé la recherche et resserré les relations entre elle et l'enseignement supérieur. Reste aussi l'apparent paradoxe du contraste entre une réputation bien établie d'élitisme social et une politique qui a plus qu'ailleurs visé à réduire les écarts et à corriger les inégalités sociales. Dans ce livre très personnel, Richard Descoings démontre que la contradiction est moindre qu'on le croit et rend le paradoxe intelligible en interrogeant l'histoire. Son livre est une grande leçon d'histoire. En effet, l'engagement dans la voie des réformes n'est pas insolite : si certaines de leurs modalités sont effectivement d'une grande nouveauté, l'engagement n'est pas en rupture avec la tradition de la Rue Saint-Guillaume et s'enracine dans le passé. Richard Descoings s'est reporté aux textes fondateurs. Il a retrouvé les intentions initiales et découvert que les initiatives les plus récentes s'inscrivaient dans la continuité : la plupart de ces innovations étaient en somme dans les gènes de Sciences Po. En la circonstance, le passage des intentions à l'acte a été facilité par les personnalités qui se sont succédé à la direction de l'ensemble et aussi par le caractère original de ses institutions. Ainsi découvre-t-on sur ce cas particulier et le poids du passé et la force des dispositions juridiques.

Le rôle des personnalités ? Pour avoir travaillé étroitement avec les trois derniers administrateurs, Michel Gentot, Alain Lancelot et Richard Descoings, je puis porter témoignage de leurs préoccupations communes et

permanentes de conduire l'évolution de l'institution pour relever les défis du changement et apporter à de nouvelles questions une réponse appropriée. Directeur et administrateur en exercice, auteur de ce livre qui porte la marque de sa personnalité, Richard Descoings n'a pas besoin qu'on le présente. Les passions soulevées par ses initiatives l'ont largement médiatisé. Lui-même sait qu'il est désormais indispensable pour mener à bien la réalisation d'un projet, garantir le succès d'une réforme, de s'assurer la compréhension de l'opinion. Au reste, l'information, la consultation, l'explication ne sont-elles pas des conditions et des attributs d'une vraie démocratie ? Mais cette médiatisation, inévitablement tributaire d'une actualité immédiate, ne rend pas nécessairement justice aux intentions authentiques. C'est sans doute pourquoi Richard Descoings a estimé utile d'écrire ce livre où il s'exprime librement et sans précaution de prudence. On lui sera reconnaissant de ne pas pratiquer la langue de bois. Pour avoir depuis plus de dix ans été associé à son action et partagé ses préoccupations et ses aspirations, je ne pense pas être le plus mal placé pour témoigner de la sincérité de ses convictions. Il a la passion de l'éducation. Il est convaincu qu'elle est chose essentielle. Certes, cet intérêt n'est pas absolument original : tous les responsables le disent, certains le pensent. Richard Descoings en tire les conséquences. Cette conviction éclaire sa réflexion et oriente son action. Il est imaginaire. Il discerne les mutations à venir. Sa réflexion va bien au-delà de l'institution dont il a la responsabilité. Ou pour dire plus exactement les choses, à partir du cas qu'il connaît bien de Sciences Po et dont il a la responsabilité directe, il raisonne pour l'ensemble de notre enseignement supérieur, articulant l'observation concrète et les considérations générales. À partir d'une expérience limitée, il aborde les problèmes globaux.

Son expérience lui a fait entrevoir qu'une des clefs de la réussite de Sciences Po était son statut. L'existence de la Fondation conférait à l'établissement une responsabilité nettement plus étendue que dans le droit commun de notre enseignement supérieur qui reste aujourd'hui encore, en dépit de la reconstitution des universités après deux siècles d'effacement et un début d'autonomie, dominé par la tradition de centralisation administrative et de défiance de l'État à l'égard de l'initiative. Le statut de Sciences Po est un cas de figure original qui associe les vertus d'initiatives privées et la rigueur de la puissance publique. Créée en 1945 par une ordonnance du gouvernement provisoire de la République sous la signature du général de Gaulle, la Fondation s'est vu confier par l'État des

responsabilités de service public. L'expérience a démontré les avantages de l'autonomie qui éveille le désir d'innover, suscite l'imagination, stimule l'exercice de la responsabilité. Mon expérience personnelle à la tête d'une université à reconstruire, ma participation aux travaux de la Conférence des présidents d'université ont fait que je partage sans réserve le combat mené par Richard Descoings pour l'autonomie de nos universités. Si j'ai accepté de succéder à François Goguel à la présidence de la Fondation nationale des sciences politiques, c'est en partie parce que je savais trouver dans cette institution les conditions dont j'avais si souvent déploré dans mes fonctions antérieures qu'elles ne soient pas accordées aux universités. Aussi me suis-je trouvé en harmonie avec les vues de Richard Descoings et ne lui ai-je pas marchandé mon soutien dans les batailles que nous avons dû livrer contre les préjugés et les intérêts particuliers.

Rien n'est plus nécessaire qu'une large autonomie. Cette nécessité est plus pressante que jamais depuis l'harmonisation des diplômes européens et la constitution d'un espace universitaire où la compétition s'exerce désormais sans entraves. En situation de concurrence avec les universités des autres pays européens, les nôtres sont désavantagées par leur dépendance et chaque année qui passe aggrave notre retard. Il est temps que les enseignants, les politiques, l'opinion même prennent conscience que nos universités sont désormais engagées dans un réseau qui ouvre assurément de grandes possibilités mais crée aussi des obligations. Par exemple, les grèves universitaires, prolongées au printemps dernier au-delà du raisonnable pour s'opposer au contrat nouvelle embauche, ont eu des effets désastreux sur les relations avec les universités étrangères qui ont perdu confiance dans leur partenariat avec la France.

Le livre de Richard Descoings est une invitation à une réflexion globale sur la recomposition de notre enseignement supérieur. Pas question d'ériger Sciences Po en modèle, avec ce que le mot comporte de connotation satisfaite et positive, mais pourquoi pas comme référence ? Ce ne serait pas la première fois que l'institution fondée en 1871 aurait pris des initiatives, expérimenté des méthodes, exploré des voies nouvelles dans lesquelles s'engagerait par la suite notre enseignement supérieur. La chose se faisait déjà au temps où Sciences Po était tout à fait à l'écart de l'université publique. Pourquoi ne se reproduirait-elle pas aujourd'hui où Sciences Po est à la fois une grande université et un pôle majeur des enseignements en sciences sociales ?

# Introduction

**É**lever nos formations supérieures et notre recherche au meilleur niveau de la compétition internationale ; démocratiser pour les nouvelles générations la réussite à l'université et l'accès aux grandes écoles : ces deux objectifs peuvent être concrètement conjugués. Il est crucial pour notre pays qu'ils le soient.

En choisissant le titre de cet ouvrage, j'ai voulu dire ma conviction profonde qu'on ne peut pas séparer, d'un côté, la bataille pour défendre la place de notre économie dans le monde, nos valeurs humanistes et nos choix sociétaux et, de l'autre, la lutte obstinée pour une égalité effective des chances fondée sur le mérite et le travail. La globalisation est une réalité économique. Mais, si inéluctable soit-elle, elle sera intolérable si elle continue de laisser de côté des pans entiers de la population et aggrave les déchirures du lien social. À l'inverse, ses effets seront d'autant plus forts et acceptés que chacun s'en sentira acteur et bénéficiaire.

Aux antipodes des discours catastrophistes, des propos misérabilistes et des jugements globaux et définitifs sur « l'état » de l'enseignement supérieur et de la recherche en France, je voudrais montrer quels sont les blocages réels, les nœuds, les conflits, les verrous, les rapports de force. Non pour en dresser le sinistre décompte et faire porter sur tel ou tel groupe la responsabilité de la situation, mais pour contester certaines idées toutes faites dont la principale et la plus erronée est que rien ne bouge. Que rien n'est possible.

Notre système est en pleine mutation. Il absorbe des avancées considérables : hier, la réorganisation des cursus universitaires autour des trois niveaux d'études que sanctionnent la licence, le master et le doctorat ; demain, le remembrement des universités en pôles de recherche et d'enseignement supérieur (les PRES). Dans le même temps, les universités rencontrent des difficultés, connaissent des ratés. La belle affaire ! N'est-ce pas le fait de toute entreprise, association ou administration publique ? Les universités comme les grands organismes de recherche sont des entités humaines et économiques infiniment complexes. Pourquoi ne connaîtraient-elles pas des à-coups, des résistances ou des convulsions au cours de leur mutation ?

Noircir la situation actuelle et afficher des desseins irréalistes, négliger le facteur temps, l'importance des processus et le rôle des

acteurs conduit droit à l'échec. Mon parti sera tout autre. D'abord, je me concentrerai sur le « comment fait-on ? ». Comment passe-t-on de l'état actuel de notre système d'enseignement supérieur et de recherche à une situation meilleure et surtout évolutive ? Comment abandonne-t-on la notion dépassée et galvaudée de *réforme*, au sens de passage, souvent brutal et conflictuel, d'un état statique à un autre, pour adopter celle de processus d'innovation « ordinaire », sans solution de continuité mais aussi sans « pause » ? Mon propos est de suggérer que l'on peut, sans trop de difficulté, rendre fluide ce qui paraît bloqué. Mais pour réussir, il faut négocier. Négocier pour mobiliser, inciter, renforcer et aller de l'avant, sans nostalgie ni faux-semblants. Il ne peut y avoir d'évolution des universités, des organismes de recherche et des grandes écoles, sans (et moins encore contre) les professeurs, les chercheurs, les étudiants, les élèves et tous ceux et celles qui exercent les fonctions de soutien administratif, technique et de gestion.

Ensuite, plutôt que de tenir un propos abstrait, je prendrai appui sur l'expérience tirée des années passées à la tête de Sciences Po. *Certainement pas pour donner Sciences Po en modèle* : l'institution est singulière, elle bénéficie d'atouts dont ne disposent pas aujourd'hui les universités et les organismes de recherche. L'extrapolation serait dénuée de sens. Plus encore, je ne crois pas au « modèle ». Un modèle est par définition schématique – c'est-à-dire incapable de saisir la réalité dans sa complexité – et uniformisateur – c'est-à-dire peu à même de rendre compte de la diversité qui est la richesse même des communautés humaines en général et des communautés universitaires en particulier. Je suggère de renoncer aux solutions miracles des analyses rapides et des schémas globaux, pour s'intéresser au cheminement et à la conduite du changement.

*À ce titre et à ce titre seulement, les mutations menées à Sciences Po peuvent être regardées comme une expérience du possible.* Comme toute institution d'enseignement supérieur et de recherche, française ou européenne, Sciences Po a dû et continue de devoir apporter des réponses aux questions qui se posent aux systèmes éducatifs du monde entier. Penser une éducation qui élève l'esprit pour aiguïser le sens critique mais aussi le goût d'entreprendre et le sens de la responsabilité sociale. Préparer à l'exercice de métiers sans enfermer dans une spécialisation ou une technicité vouées à une rapide obsolescence. Conduire une politique scientifique qui concilie la gratuité propre à la recherche fondamentale, la quête de l'excellence, mais aussi la nécessité de proposer des réponses aux besoins exprimés par la demande sociale, de tenir compte de la

rareté des ressources intellectuelles et financières comme de l'immensité des champs ouverts au progrès de la connaissance.

Ces enjeux exigent une attention constante et un ressourcement continu. Y faire face impose de répondre à des questions à la fois très concrètes et de portée générale. Comment préserver l'originalité d'une communauté universitaire dans un monde où la recherche et une partie de l'enseignement supérieur sont intensément globalisés ? Comment accéder aux standards internationaux en matière de bibliothèque, de systèmes d'information, d'accueil et d'encadrement des étudiants, de soutien aux activités scientifiques et pédagogiques des chercheurs et des universitaires quand la compétition internationale ne cesse d'élever le niveau d'exigence ? Quels financements combiner pour répondre à des besoins sans cesse croissants ? Comment faire de la démocratisation de l'enseignement supérieur une réalité effective tout en développant une recherche d'un très haut niveau ? Comment donner aux universités l'envie et la capacité de nourrir le débat public ? Comment concevoir un gouvernement d'université efficace sans être autoritaire ? Comment conduire les changements et installer l'innovation au cœur du développement institutionnel, éducatif et scientifique ?

S'il était des solutions simples et uniques, les pays dont les universités partagent les mêmes interrogations et connaissent les mêmes mutations les auraient adoptées. Ce n'est évidemment pas le cas. Mais l'examen des voies empruntées par chacun d'entre eux peut susciter idées et réflexions. De façon analogue – mais à l'échelle infiniment plus simple et limitée d'un établissement – ce n'est pas tant les réponses apportées par Sciences Po qui peuvent se révéler intéressantes, que la façon dont les questions ont été posées ou dont les décisions ont été élaborées, partagées et mises en œuvre.

Voilà dix ans que la direction de Sciences Po m'a été confiée par les conseils de cette institution et que ceux-ci, tout en l'évaluant fréquemment et rigoureusement, ont autorisé puis soutenu mon action et celle de l'équipe qui m'entoure. Dix années pendant lesquelles tous ceux qui composent notre communauté de travail, les élèves, les salariés, les professeurs et les chercheurs, les maîtres de conférences de Sciences Po ont donné vie à cette action par leur travail, leurs recherches, leurs enseignements, leur engagement, leur volonté. Aux uns et aux autres, j'ai envie de rendre compte. Non pas de telle ou telle mesure, mais plutôt d'une stratégie d'ensemble, et du sens que j'espère avoir donné à tant de transformations.

Cette volonté de rendre compte est également destinée à informer un public plus large : Sciences Po est financé à 60 % par des ressources



publiques, donc fiscales. Une partie de l'opinion publique a sans doute entendu parler de Sciences Po. Mais l'établissement a plus de notoriété qu'il n'est réellement connu, que ce soit pour ses choix éducatifs ou pour ses orientations scientifiques. Si Sciences Po est généralement considéré comme une institution d'enseignement supérieur et de recherche « en mouvement », ses mutations ont rarement été perçues dans leur ensemble. Leurs principes et leurs fils directeurs ne sont pas toujours identifiés. Les resituer dans le temps et l'espace, tenter d'en dégager la cohérence globale, les finalités aussi bien que les différentes étapes et les points de rupture, est l'objet premier de cet ouvrage.

Aux recruteurs des entreprises comme aux jurys des concours d'accès aux fonctions publiques, mais aussi à tous les candidats qui souhaitent être admis à Sciences Po – et à leurs familles – j'essaierai de répondre à des questions simples : qu'apprend-on à Sciences Po ? Quelle est l'originalité de son projet éducatif ? Quels débouchés professionnels peut-on espérer lorsque l'on est diplômé ?

Après des responsables des politiques publiques, dont les choix ont un impact décisif sur nos universités, je plaiderai pour montrer qu'une politique scientifique dans le champ des sciences humaines et sociales est possible et doit être conduite avec constance. Et qu'il est indispensable d'accorder aux bibliothèques et aux presses universitaires l'importance qu'elles revêtent pour la qualité de l'enseignement et la diffusion du savoir.

Aux anciens élèves – parmi lesquels beaucoup ont conservé des liens forts avec Sciences Po – je proposerai de mesurer la fidélité de leur « école » à ses racines en même temps que de juger du sens de son adaptation à notre nouveau monde.

Cet ouvrage comporte trois parties volontairement très distinctes<sup>1</sup>. La première s'efforce de rendre le mouvement qui mène Sciences Po de sa création en 1871 à sa refondation en 1945, puis à la mutation actuelle.

1. Des livres sur Sciences Po, il en est finalement assez peu. Deux en retracent l'histoire. Le premier, écrit par Pierre Rain, directeur de la bibliothèque, et Jacques Chapsal, le fondateur, était consacré à l'École libre. Le deuxième publié au début des années 1980 par Gérard Vincent, qui fut très longtemps maître de conférences d'histoire à Sciences Po. Un troisième est une charge polémique lancée avec fougue contre Sciences Po et l'ENA par un professeur de science politique de Nanterre, Alain Garrigou. Il faisait suite à une série d'articles publiés dans *Le Monde diplomatique* dont le postulat présentait la vertu d'être simple : la Rue Saint-Guillaume abrite la machine à reproduire la domination des dominants sur les dominés.

La deuxième partie présente les missions imparties à l'ensemble indissociable que forment la Fondation nationale des sciences politiques et l'Institut d'études politiques de Paris : le projet éducatif, la politique scientifique, la bibliothèque et l'édition.

Pour ceux qui s'intéressent à l'enseignement supérieur et à la recherche de façon plus large, la troisième partie s'attache à présenter des propositions sur l'ensemble de notre enseignement supérieur et de recherche, mais à partir d'observations et d'analyses extrêmement concrètes, parfois minutieuses, de la situation actuelle. Comment parvenir à une démocratisation effective de notre enseignement supérieur ? Comment galvaniser nos universités en leur conférant à la fois autonomie, responsabilité et capacité de gouvernement ? Comment développer le financement de nos universités en refusant leur paupérisation mais sans remettre en cause le modèle spécifique auquel est attachée une très large majorité de Français ?

Nos universités, nos centres de recherche, nos grandes écoles vont plutôt bien. Investir de telle sorte que les unes et les autres aillent beaucoup mieux est relativement aisé. Mener d'un même mouvement la démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et la mondialisation de nos forces de recherche est possible et indispensable. Il faut de l'argent, bien sûr, de la méthode, mais aussi de la considération, une grande énergie et une ferme volonté. Si, au terme de la lecture de cet ouvrage, le lecteur était convaincu par ces arguments, j'aurais le sentiment d'avoir fait œuvre utile.

# **I - FONDATION, REFONDATION, MUTATIONS**

---

# Introduction

---

Cette première partie s'attache à mettre en perspective les grandes évolutions successives de Sciences Po, depuis la création de l'École libre des sciences politiques, en 1871, jusqu'aux mutations opérées au tournant des années 2000.

Il ne s'agit pas d'une histoire à proprement parler. L'idée est plutôt de faire apparaître les lignes de force qui ont constitué le projet éducatif de Sciences Po et permis le développement de l'institution, mais aussi de souligner les points d'inflexion ou les ruptures stratégiques. J'ai choisi d'articuler le propos autour de trois moments forts de la vie de Sciences Po. Le premier est celui de la mise en œuvre du projet ambitieux du fondateur, Émile Boutmy. Le deuxième est marqué par la politique suivie à partir de 1945 par le « refondateur », Jacques Chapsal, et les secrétaires généraux de la Fondation nationale des sciences politiques. Politique qui a conjugué la garantie de l'autonomie institutionnelle de la Rue Saint-Guillaume, la préservation des acquis pédagogiques de l'École libre et l'essor de la recherche collective en sciences humaines et sociales. Le troisième moment est celui de l'entrée dans la compétition internationale. Cette compétition a connu une brusque accélération au milieu des années 1990. Sciences Po l'a utilisée comme un puissant levier de renouvellement et de développement, comme une formidable dynamique entraînant un accroissement de l'exigence de qualité tant de sa production scientifique que du contenu des formations.

L'autre choix opéré dans cette narration consiste à conduire l'analyse à partir de l'action des personnalités qui ont dirigé l'institution. D'abord, parce que pendant longtemps, Sciences Po a été une petite maison, par le nombre de ses salariés et la taille minimale de son équipe de direction : les convictions, les passions et les choix des responsables ont imprimé leur marque à la marche de l'établissement. Ensuite, parce que cette marque a été profonde et qu'elle est durable. Il ne reste pas de leur si profonde implication dans et pour Sciences Po que le simple nom d'un bâtiment ou d'un amphithéâtre : le présent de Sciences Po et une partie de son avenir sont construits par leur action.

*Faire valoir ses droits au quotidien*

*Les services publics dans les quartiers populaires*

Yasmine Siblot

Collection Académique

2006 / ISBN 10 : 2-7246-0986-7 / ISBN 13 : 978-2-7246-0986-8

*Du papier à la biométrie*

*Identifier les individus*

Xavier Crettiez et Pierre Piazza (dir.)

Collection Académique

2006 / ISBN 10 : 2-7246-0989-1 / ISBN 13 : 978-2-7246-0989-9

*Police et manifestants*

*Maintien de l'ordre et gestion des conflits*

Olivier Fillieule et Donatella Della Porta (dir.)

Collection Académique

2006 / ISBN 2-7246-0969-7

*Agir pour ne pas mourir !*

*Act up, les homosexuels et le sida*

Christophe Broqua

Collection Académique

2006 / ISBN 2-7246-0981-6

RICHARD DESCOINGS

# SCIENCES PO

DE LA COURNEUVE À SHANGHAI

Préface de René Rémond



Sciences Po a réussi en quelques années son intégration internationale et la diversification de son recrutement. Tout le propos de Richard Descoings est de montrer concrètement qu'il est possible de concilier mondialisation et démocratisation.

Après une première partie consacrée à l'histoire de Sciences Po avec ses permanences, ses moments d'inflexion et ses ruptures stratégiques, Richard

Descoings explique les logiques de mise en œuvre d'un projet éducatif, d'une politique scientifique en sciences humaines et sociales, le développement d'une grande bibliothèque de recherche et de presses universitaires tournées vers la Cité.

Convaincu que la globalisation est une chance pour les universités françaises, l'auteur s'interroge, au-delà du cas très particulier de Sciences Po, sur les voies et les moyens qui permettront à la France de renforcer son insertion dans la compétition internationale en matière d'enseignement supérieur et de recherche. Il met en évidence les atouts dont disposent les universités, les grandes écoles et les organismes de recherche, et suggère des pistes d'évolution sur quatre grands sujets : l'autonomie et le gouvernement des universités ; la démocratisation effective de l'enseignement supérieur ; le financement des universités et de la recherche.

L'éducation est aujourd'hui l'un des premiers sujets de préoccupation des Français. Richard Descoings, homme d'action et de conviction, l'aborde par des questions souvent jugées taboues sous l'angle du « que faire ? comment faire ? » et propose une feuille de route pour les années à venir.



SCIENCES PO

LES PRESSES



ISBN 978-2-7246-0990-5 - Code SODIS 951 827-2

22,50 €

Extrait de la publication